

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 706

Artikel: Credo : nucléaire : l'offre sans demande
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025185>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La pieuvre pacifiste

Le bimensuel «ZeitBild» (2.11.83), organe de l'«Ostinstitut», spécialisé dans l'analyse du «péril rouge», publie un organigramme du réseau de «la paix» (les guillemets sont dans l'original en allemand). Au sommet, comme il se doit, le Parti communiste de l'Union soviétique qui domine, entre autres, le Conseil mondial de la paix, le Parti suisse du Travail, Novosti (bien entendu) et le Parti socialiste unifié de la République démocratique allemande. Pourquoi ce dernier parti? Parce qu'il a des contacts avec le Parti socialiste suisse, comme les Organisations progressistes ont des contacts avec le PC soviétique vers l'amont. Vers l'aval apparaissent tous les mouvements et organisations qui ont quelque chose à voir avec la propagande pacifiste en Suisse. Bref, une pieuvre en position d'étouffer notre pays. Après l'araignée néo-nazie, la pieuvre pacifiste. Gageons que l'organigramme ne va pas tarder à être traduit et à paraître dans une des publications romandes spécialisées dans ce genre de produits. Vous voilà au parfum.

CREDO

Nucléaire: l'offre sans demande

Catégorique, le bon conseiller fédéral Léon Schlumpf, de plus en plus catégorique même, à mesure que se rapproche le temps des votations sur les deux initiatives énergétiques: notre approvisionnement en électricité, clame en substance le chef du Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie, serait menacé si nous différions la construction de la centrale de Kaiseraugst; pas question non plus d'un «mora-

toire» (que les commissaires du National en charge du dossier K se le tiennent pour dit!); et pas question d'hésiter: «Si nous refusons Kaiseraugst pour des raisons politiques, nous ne pourrions sans doute plus construire nulle part de centrale nucléaire.»

En filigrane de cet appel solennel, le fameux «besoin» de centrales supplémentaires, tel qu'il a été admis par le Conseil fédéral.

Au départ, donnant officiellement son avis sur la question, le Conseil fédéral s'était permis quelques nuances, avait au moins avancé une argumentation qui, pour être parfaitement contestable, ne tenait pas uniquement de la pétition de principe. C'est qu'à l'époque l'effet des doutes des experts (la commission fédérale «ad hoc», chargée de dire si oui ou non ce fameux «besoin» existait, n'avait pas pu se prononcer, faute de certitude majoritaire) ne s'était pas encore estompé. Aujourd'hui, oubliés les doutes: le Conseil fédéral donne de plus en plus souvent dans l'avertissement prophétique, peignant la catastrophe sur la muraille, agitant quelques slogans péremptoirs et jouant de la peur du «manque» (d'électricité). Exactement ce que font à longueur de communiqués, de conférences et de publications diverses les pronucléaires.

Voyez par exemple l'Ofel, Office d'électricité de la Suisse romande. Dans son dernier bulletin (422): on y agite, suivant ainsi «une étude réalisée récemment par une instance fédérale» (sans davantage de précisions!), le spectre des «risques de rupture» dans l'approvisionnement qui pourraient se concrétiser si d'aventure la Suisse subissait une mauvaise année hydraulique, ou si se produisait une panne dans une centrale nucléaire... Moralité: construisons des centrales nucléaires supplémentaires, au cas où les centrales existantes seraient hors d'état de produire leur dose d'électricité — et allons-y gaiement, puisque, plus on construit de centrales, et plus le risque de panne augmente... Que le bon conseiller Schlumpf nous pardonne, rappelons quelques faits, brièvement!

En 1982, la Suisse a consommé moins d'énergie (667 PJ) qu'en 1973 (674 PJ). Pendant les dix dernières années, la consommation n'a donc pas augmenté, mais plutôt reculé; et les possibilités d'économies sérieuses n'ont été qu'effleurées! En fait, si l'on continue à prévoir une augmentation de la consommation d'énergie, c'est que l'on tente à donner une justification rationnelle, du point de vue de l'économie énergétique, à des décisions irrationnelles typiques d'une euphorie expansionniste.

Ce sont les credos économiques nés après la Deuxième Guerre mondiale qui ont accrédité le mythe d'une expansion économique sans fin, pour le bien de tous. Depuis bien des années, ce mythe a été remis en question, mais il continue de faire des ravages. Au début des années septante, sept grandes centrales nucléaires étaient en projet dans notre pays: Kaiseraugst, Leibstadt, Gösgen, Graben, Rütli, Invil et Verbois. A cette époque, la Suisse consommait environ 100 PJ d'électricité par an. La construction de ces centrales aurait ajouté environ 140 PJ/an à l'offre et postulait donc, à terme, une augmentation de 140% de la consommation. C'était avant la crise pétrolière et il n'existait aucun moyen connu pour absorber une pareille surproduction. Ces projets n'en étaient pas moins présentés comme nécessaires par l'establishment politico-nucléocrate du pays. En réalité, la construction de ces centrales nucléaires était avant tout un moyen d'alimenter l'expansion économique et n'avaient guère de rapport avec les besoins en énergie.

Aujourd'hui, Gösgen est réalisé... Et en 1982, la Suisse a exporté plus d'électricité qu'à aucun moment de son histoire (39 PJ, soit le 30% de la consommation interne) et la consommation totale d'énergie est en baisse. La consommation d'électricité tend elle aussi à plafonner (augmentation 81-82: 1,5%). La seule chose qui continue à croître rapidement, c'est le coût des centrales nucléaires. La centrale de Leibstadt actuellement en construc-

tion coûtera 5 milliards de francs et l'électricité qu'elle fournira coûtera au moins 12 centimes/kWh. A qui la vendrons-nous? La France, qui était un de nos gros clients, est confrontée à une surproduction d'électricité et son programme nucléaire a déjà quasiment ruiné l'EDF (Electricité de France). Le seul moyen d'augmenter la consommation d'électricité en Suisse est de l'utiliser à des fins de chauffage, sous prétexte de substitution au pétrole. Or, entre 1981 et 1982, la demande d'énergie de chauffage a baissé en Suisse de 14,5 PJ. Ceci sans aucune intervention de l'Etat. Kaiseraugst ne pourra guère contribuer que par 10-12 PJ par an aux besoins de chauffage et ceci avec un rendement déplorable, à des coûts astronomiques et moyennant une dépendance accrue de l'étranger. La construction de centrales nucléaires est incapable de concurrencer les économies d'énergie mais tend à les empêcher.

Le «besoin»! Quel besoin, M. Schlumpf?

FIÈVRE

Petite leçon d'extrapolation

Serions-nous, à notre tour, gagnés, à «Domaine Public», par la fièvre extrapolatrice qui fait tant de ravages dans les rangs pro-nucléaires? Vous savez, le genre pseudo-scientifique péremptoire: si en 1982, nous avons consommé tant d'énergie, c'est que nous en consommerons tant multiplié par x (ici le coefficient magique, appuyé comme il se doit d'une collection de références mondiales) en l'an 2000, c'est comme ça et pas autrement...

Aujourd'hui donc, nous sommes malheureusement en mesure de vous démontrer, par extrapolation, qu'en l'an de grâce 2040 toute la production d'électricité sera exportée et donc que l'on n'en consommera plus du tout en Suisse. Nos sources: rien que du premier choix, la Statistique globale suisse de l'énergie 1982 (Office fédéral de l'énergie,

ASE/UCS 16/1983). Il suffisait d'y penser et de projeter jusqu'en 2040 les pourcentages de l'exportation d'électricité par rapport à la production globale. Voyez notre dessin à l'échelle.

Y aurait-il comme un défaut? De méthode, peut-

être? Mais rendez-vous compte: si on commence à douter du bien-fondé de la méthode par extrapolation, que deviennent toutes ces fameuses démonstrations du «besoin» d'électricité en Suisse pendant les prochaines décennies?

LA PREUVE DU NON-BESOIN D'ÉLECTRICITÉ EN SUISSE EN 2040

